

## **ADVANCE QUESTIONS TO THE PHILIPPINES – ADDENDUM 3**

### **FRANCE**

1/ Les Philippines envisagent-elles de signer la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ? A quelles difficultés seraient confrontées les Philippines pour signer et ratifier cette Convention ?

2/ Les cas de disparitions forcées et les cas d'exécutions extrajudiciaires, dont sont principalement victimes des journalistes et des défenseurs des droits de l'Homme, sont évalués entre 200 et 1000 depuis 2001. Si l'on peut noter une baisse notable du nombre de nouveaux cas depuis quelques mois, le nombre des affaires résolues reste faible. Au regard de l'engagement n°19 des Philippines pris dans le cadre de sa candidature pour l'élection au Conseil des droits de l'Homme, quel suivi le Gouvernement des Philippines a-t-il apporté ou entend-il apporter aux recommandations de la commission Melo (qui a présenté son rapport à la Présidente Arroyo en 2007) et à celles du rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou extrajudiciaires ?

3/ Le gouvernement peut-il confirmer le nombre d'enfants qui se trouveraient engagés dans des mouvements armés (principalement la NPA et le MILF), évalué à environ 1500 ? Quelles sont les mesures prises par le Gouvernement pour prévenir le recrutement et favoriser la réhabilitation des enfants qui ont été enrôlés ? Quels sont les résultats des programmes de réinsertion mis en place depuis 2001 ?

4/ La mise en place de la Commission des droits de l'Homme des Philippines et son accréditation par le Comité international de coordination des institutions nationales montre l'engagement des autorités en faveur de la protection des droits de l'Homme. Cependant il a été souligné (notamment par le Comité des droits de l'Enfant) que la Commission manquait de ressources. Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les moyens de la Commission ?

5/ Malgré des efforts pour améliorer le cadre législatif pour lutter contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, les victimes, selon certains organes des traités, feraient face à des difficultés pour demander justice et obtenir réparation. Comme les autorités s'engagent effectivement contre cette situation et quels moyens financiers y consacrent-elles ?

6/ Une loi de protection (Writ of Amparo) a été promulguée aux Philippines. Un engagement important du Gouvernement concerne le renforcement du programme de protection des témoins. Quelles mesures le Gouvernement des Philippines a-t-il prises ou entend-il prendre pour mettre en oeuvre ce renforcement ?

### **ITALY**

We have noted in your national report that the Government of the Philippines will work towards the adoption of legislation concerning important aspects of the rights of the child. Minimum age of sexual consent; child pornography; corporal punishment

and other forms of violence at home, school and within society; and foster care and legitimization of children born from underage parents. Could you provide more information on the above initiatives, in particular about the adoption of legislation concerning corporal punishment and other forms of violence?

Could you provide more information on what measures have been taken so far to address the problem of minors in detention, particularly in relation to the risk of physical and sexual abuses, to the separation of adults from children in detention centres and to educational activities within detention centres?

## **ROMANIA**

1. We congratulate the Government of Philippines for the measures taken in combating the extrajudicial killings and enforced disappearances, in particular through establishing the independent Melo Commission in 2006, and for making these issues a priority of the Philippines Government.

We would like to ask the Philippines delegation if it could elaborate on the following issues:

- the independence of Justice;
- the protection of the freedom of expression and of the press;
- measures taken by the Government to prevent arbitrary arrests and detentions in the context of fighting terrorism, in particular to provisions contained in the Human Security Act.

2. We commend the Philippines authorities for involving civil society in the process of elaborating the National Report for the UPR.

We would like to ask about the intentions of the Philippines` Government on the follow up and implementation of the outcome of the review; does the Philippines Government intend to meet the Human Rights stakeholders after the review, in view of debriefing and discussing ways of implementation the outcome of the review?